

**EDITORIAL****De Sidi Bouzid à la place Tahrir...  
via le Faubourg Saint-Honoré***Isabelle Garo, Francis Sitel*

DE LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE qui balaie le monde arabo-musulman, ayant déjà renversé deux dictatures incrustées depuis des décennies et menaçant toutes les autres, à commencer par la libyenne, mouvement d'une ampleur historique aux conséquences aussi gigantesques qu'imprévisibles, quels sont les effets immédiats dans la sphère médiatico-politicienne française ? Des clapotis ! Les vacances tunisiennes de celle-ci, le séjour égyptien de celui-là (et les conflits d'intérêt de tant d'autres)... Des intellectuels médiatiques qui font part des émois que leur inspirent les malheurs menaçant, selon eux, l'avenir de ces peuples du sort desquels ils ne s'inquiétaient guère hier... Un président, plus attentif aux provocations de Marine Le Pen qu'à la grande clameur du monde, qui juge urgent de relancer le débat public sur « l'islam de France »...

Il est vrai que, faute d'intelligence de l'essentiel, s'impose le recours au futile !

Futiles en effet, les gesticulations et larmoiements de ces éminents représentants du pouvoir ex-amis de Ben Ali, de Moubarak, et de tant d'autres dictateurs, qui aujourd'hui ne trouvent pas de mots assez durs pour stigmatiser ces régimes qu'ils ont adorés, et plaident l'ignorance pour excuse.

Or, tout le monde savait, donc eux aussi, eux plus précisément que le commun des mortels. Leurs simagrées ont ceci d'intéressant qu'elles sont doublement révélatrices. D'abord, que puisqu'ils savaient, cela ne gênait en rien ni leurs principes ni leurs valeurs. Ensuite, que si aujourd'hui ils paniquent et s'empêtrent, c'est qu'hier ils étaient convaincus que cela durerait toujours.

Pour ce qui est de la Tunisie, nul n'ignorait que les clans Ben Ali et Trabelsi avaient instauré un pouvoir corrompu et dictatorial, faisant régner prédation et oppression par l'intimidation à grand échelle.

Yves Aubin de la Messuzière, ambassadeur de France en Tunisie de 2002 à 2005, l'explique fort bien dans un entretien à *Mediapart*<sup>1/</sup>. Les informations fournies par l'Ambassade américaine – et dont la révélation par Wikileaks ne fut pas sans incidence sur la révolte populaire en ce qu'elle apportait un cachet officiel et international à la caractérisation du pouvoir de Ben Ali comme maffieux –, venaient de l'Ambassade de France. Celle-ci, soucieuse des « intérêts stratégiques » de la France, étant mieux informée que celle-là. Et de préciser : « Quand on a 1 250 entreprises françaises en Tunisie, c'est une source formidable d'information sur la corruption et, surtout, sur la prédation. »

C'est avec ce système que la famille de Madame Alliot-Marie a poursuivi ses affaires, jusqu'à l'extrême limite, et au-delà.

<sup>1/</sup> *Mediapart*, 28 janvier 2011.





## EDITORIAL

C'est aussi en toute connaissance de la situation que, lors de sa visite officielle, Nicolas Sarkozy, dans son discours à Tunis du 28 avril 2008, déclara : « Aujourd'hui, l'espace de liberté progresse », et s'adressant à Ben Ali : « Je viens d'un continent dont l'histoire, y compris l'histoire récente, recèle des tragédies abominables et je ne vois pas au nom de quoi je me permettrais, dans un pays où je suis venu en ami et qui me reçoit en ami, de m'ériger en donneur de leçons. J'ai pleinement confiance dans votre volonté de voir continuer à élargir l'espace des libertés en Tunisie. Nous en avons parlé vous et moi. » Précisant au final : « Je veux aussi et enfin rendre hommage, Monsieur le Président de la République, à votre lutte déterminée contre le terrorisme, qui est le véritable ennemi de la démocratie. »

Donc pas de leçons, mais un fervent soutien. Et ce sur la base d'un accord politique profond : en ce monde que divise en deux camps adverses la logique binaire d'une guerre sans merci, « qui lutte contre le terrorisme, quel qu'il soit, est un ami, donc... un démocrate ! »

Ce sont ces sinistres fables qu'a balayées la révolte du peuple tunisien.

### Une colère insoupçonnée

Lorsque, le 17 décembre 2010, le jeune Mohamed Bouazizi, diplômé sans emploi, vendeur à la sauvette, s'est immolé par le feu à Sidi Bouzid <sup>2/</sup>, cette horrible lueur a semblé n'être qu'un signe de plus du désespoir auquel on pouvait craindre ce peuple éternellement condamné.

Etincelle mettant le feu à la colère populaire, elle devint un formidable appel à une révolte qui allait soulever la Tunisie, puis l'Égypte, et se communiquer à tout le monde arabo-musulman, jusqu'à l'Iran... Ainsi va l'histoire en sa marche déconcertante !

Comme l'expliquait quelques semaines plus tard un journaliste présent place Tahrir : « Cette multitude [qui] s'est découvert une colère insoupçonnée » <sup>3/</sup>.

Une colère qui à présent explose dans tout le monde arabe. Celui-ci, malgré des situations d'une extrême diversité, réaffirme une unité profonde par cette révolte même. Au point qu'à juste titre s'imposent les analogies avec les grandes vagues révolutionnaires de 1848 et 1989 <sup>4/</sup>.

Une colère dont la puissance est capable de renverser la chape de plomb qui depuis des décennies écrase ces peuples. Celle de dictatures, le plus souvent militaires, parfois féodales, presque toujours à références religieuses, qui accaparent les richesses, laissent la population s'enfoncer dans la misère et privent la jeunesse d'avenir. Celle d'un monde clivé, dans lequel la menace de l'intégrisme et la tragédie palestinienne sont instrumentalisées pour cacher des alliances inavouables, tromper la vigilance des peuples et cultiver les ambiguïtés perverses à propos des relations entretenues, d'une part, avec les pays occidentaux, d'abord les États-Unis, et d'autre part avec la religion. Sans craindre, mêlant les unes aux autres, de nourrir l'islamisme et d'attiser les

<sup>2/</sup> Il devait décéder de ses blessures le 4 janvier 2011.

<sup>3/</sup> Jean-Philippe Rémy, in *Le Monde*, 10 février 2011.

<sup>4/</sup> Cf. « 1848, 1989, 2011, il était une fois la révolution », in *Le Monde* des 20 au 20 février 2011.





## DE SIDI BOUZID À LA PLACE TAHRIR...

passions mauvaises à l'égard des juifs et des chrétiens, entre ethnies, contre les femmes, et à l'égard d'une jeunesse méprisée et souvent sacrifiée.

Avec, au final, cette réalité qui semblait ne jamais pouvoir être bousculée, de peuples sous la botte, enfermés dans le mutisme politique, voués à des révoltes sporadiques et impuissantes, toujours noyées dans le sang. Et qu'on prétendait condamnés à n'avoir pour alternative que le recours à l'intégrisme religieux.

C'est à juste titre que Gilbert Achcar répond à ceux qui pronostiquent que la démocratie au Moyen Orient conduira nécessairement à des victoires électorales des forces religieuses fondamentalistes : « Je dirai que c'est le manque de démocratie qui a conduit les forces religieuses fondamentalistes à occuper un tel espace. La répression et l'absence de libertés politiques a considérablement réduit la possibilité pour la classe ouvrière et les mouvements féministes de se développer dans un environnement d'injustice sociale et de dégradation économique croissante. Dans de telles conditions, la voie que prend la protestation des masses pour s'exprimer tend à être celle des canaux les plus disponibles ou susceptibles d'être ouverts. C'est ainsi que l'opposition en est venue à être dominée par des forces adhérant aux idéologies et programmes religieux <sup>5/</sup>. »

C'est cela qui, en Tunisie et en Egypte, a été mis à bas.

Dès lors que les peuples, surmontant la peur, se font entendre, un autre monde émerge subitement. L'impossible se révèle possible. La politique prend sa revanche, comme l'analysent subtilement Hussein Agha et Robert Malley : « Pendant des décennies, le monde arabe aura été systématiquement vidé de tout sentiment de souveraineté, de liberté ou d'honneur. Il aura été vidé de tout sentiment politique. Cette époque est révolue. Aujourd'hui sonne la revanche du politique » <sup>6/</sup>.

### L'histoire hors de ses gonds

La Tunisie et l'Egypte ont vécu la première phase, éruptive, fondamentalement joyeuse malgré la douleur des victimes sacrifiées, des révolutions.

Celle-ci a provoqué une onde de choc qui s'est rapidement propagée – en Libye, en Jordanie, au Yémen, à Bahreïn, en Algérie... –, mais se heurtant à des régimes qui, ayant tiré les leçons de la Tunisie et de l'Egypte, ne se laissent pas surprendre. On a vu comment en Algérie, où entre le pouvoir et l'armée existe une consubstantialité, le gouvernement se montre jusqu'à présent armé pour juguler la révolte. Et, en Libye, se révèle un pouvoir sanguinaire qui n'hésite pas devant un monstrueux bain sang pour défendre ses privilèges. Dictature pour le moins tout aussi funeste que celle de ses voisins immédiats, quand bien même elle continuait à gêner l'impérialisme dans sa politique régionale, comme en atteste la réaction du gouvernement israélien, aussi prompt à se féliciter de la chute espérée de Kadhafi qu'à s'inquiéter de celle de ses alliés arabes, à commencer par Moubarak.

Donc un contexte régional en plein bouleversement, à l'heure où,

<sup>5/</sup> Gilbert Achcar, *Whither Egypt?*, 4 février 2011 ([www.amandlapublishers.co.za](http://www.amandlapublishers.co.za)).

<sup>6/</sup> « La fin du « monde arabe » », in *Le Monde* des 20 au 20 février 2011.





## EDITORIAL

déjà, en Tunisie et en Egypte se dessinent les défis de la deuxième phase.

Les peuples tunisien et égyptien, témoignant pour tous les peuples arabes, ont affirmé leur droit à la démocratie, et montré qu'ils pouvaient l'imposer de leurs mains nues.

Mais, ces dictatures renversées, tout reste à faire dans des sociétés où sur le temps long ont été étouffées et réprimées les libertés de s'exprimer et de s'organiser. La liberté, pour s'installer durablement, appelle des formes politiques qui doivent être réinventées.

Défi d'autant plus périlleux qu'il se combine, inéluctablement, à cet autre plus lourd encore qui est que ces peuples doivent se donner les moyens de sortir de la misère. Ce qui nécessite de nouveaux modes de développement et de nouvelles relations entre ces pays et l'Occident.

Or, les blessures du colonialisme, les défaites et humiliations subies, sont encore à surmonter, pour que ces peuples trouvent la force et les moyens de se libérer du carcan imposé par l'impérialisme, sans être conduits à divorcer du monde environnant au prix d'un repli sur soi susceptible de provoquer de nouveaux dégâts et de les priver du fruit de leur victoire.

Le poids du passé, l'ampleur des difficultés auxquelles sont confrontés ces peuples – du fait même des immenses ressources économiques et humaines de ces sociétés, de leur place stratégique dans le monde contemporain –, permettent de prendre la mesure de la tâche qui est la leur pour, dans des délais sans doute assez rapides, hausser au niveau nécessaire leur mobilisation et leurs aspirations politiques.

Cette démocratie à laquelle ils aspirent exige mais ne se limite pas à des élections libres, une Constituante, la création d'une presse créative et de partis vivants : c'est certainement toute la société qui doit être reconfigurée dans ses profondeurs. Pour pallier la destruction des oppositions politiques et créer des formes de débat démocratique, contre la mainmise de l'armée et le poids de la religion, face aux plombages régressifs profondément ancrés que sont la condition de la femme, la profonde misère d'une grande partie de la population, la possible désespérance d'une jeunesse éduquée qui se voit empêchée de trouver la place à laquelle elle a droit dans la société.

Toutes choses qui indiquent que ces peuples à présent en mouvement sont, dès lors qu'ils seront en capacité de relever victorieusement les défis auxquels ils sont confrontés, porteurs d'une renaissance de la civilisation en cette région clé du monde.

Pour affronter ces enjeux est décisive la solidarité active entre les peuples de la région et les peuples du monde. Et d'abord ici, en Europe, et en France, où les liens, dans le pire et le meilleur, sont tellement multiples et si riches.

Ici, où, toute ironie mise de côté, il faut regarder en face l'état de notre régime. Ce ne sont pas seulement les égouts du clan gouvernemental qui progressivement sont ouverts au grand jour, mais un constat concernant Sarkozy : la faillite de sa politique internationale, dont il croyait faire sa grandeur et un atout compensant les dégâts intérieurs. Quelle est-elle ? L'ali-





## DE SIDI BOUZID À LA PLACE TAHRIR...

gnement sur la politique américaine (celle de Bush, sans état d'âme, ou à défaut celle d'Obama), qui a conduit à exprimer des regrets de n'avoir pas été partie prenante de l'invasion de l'Irak, à un engagement fort en Afghanistan, à la participation aux menaces guerrières contre l'Iran, à afficher ostensiblement les liens personnels d'amitié avec les dictateurs tunisien et égyptien, à décerner des brevets d'honorabilité à Kadhafi, à vendre des armes sophistiquées à tous les gouvernements disposant des moyens de les payer (l'Arabie saoudite, les Emirats du golfe persique, dont l'un a accepté d'accueillir une base militaire française, la Libye, l'Algérie, le Maroc...). Sans oublier le ridicule et infâme discours de Dakar dissertant sur « l'homme africain » pour décréter que « jamais il ne s'élance vers l'avenir ». Ni, bien sûr, le mirobolant projet d'Union pour la Méditerranée, qui à peine né s'est effondré sur lui-même, dont un des piliers était l'ami Moubarak...

Ici, où aujourd'hui se fait entendre le meilleur, avec ce grand rire moqueur de l'histoire qui nous dit : « Sentez sur votre visage, venu de cette autre rive de la Méditerranée, si souvent ignorée, voire méprisée, le grand souffle de la liberté ! »

*Février 2011*





## La révolution tunisienne a un mois\*

*Lorsqu'un jour le peuple veut vivre,  
Force est pour le destin de répondre,  
Force est pour les ténèbres de se dissiper,  
Force est pour les chaînes de se briser.*  
Abou el Kacem Chebbi

LES MILITANTS ET MILITANTES de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Rives s'inclinent devant la mémoire des victimes de la révolution du peuple tunisien. [...] Dès les premiers instants, fidèle à sa longue tradition de lutte, la FTCT s'est mobilisée pour la révolution et l'avènement de la démocratie en Tunisie. [...]

Elle salue la mobilisation des citoyens, syndicats de l'UGTT, avocats, militants des droits humains, magistrats, journalistes, militants politiques, femmes ainsi que celle des organisations politiques démocratiques. [...] Jour après jour, grâce à cette mobilisation, des ministres, des cadres administratifs et des acteurs liés au RCD ont été remplacés. Le gouvernement provisoire de transition a pris de nombreuses mesures positives allant dans le sens des revendications du peuple tunisien. [...] La FTCT déplore que les réserves sur la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes n'aient pas été levées à cette occasion.

La révolution tunisienne reste menacée par le RCD et le reste des forces de sécurité liées à l'ancien régime. Ceux-ci sont en effet responsables des troubles provoqués dans la rue, et dans certaines entreprises et secteurs économiques. La FTCT considère qu'il incombe en premier lieu aux forces de la révolution de les démasquer, de les dénoncer et de les mettre hors d'état de nuire. [...]

La FTCT considère que toutes les forces, quelles que soient leurs idéologies ou convictions, qui ont œuvré à la chute du dictateur, citoyennes, syndicales, associatives et politiques, doivent être associées aux débats et aux décisions du gouvernement transitoire pour la protection de la révolution, sa pérennisation et l'édification de nouvelles institutions démocratiques au service du peuple qui seront bientôt soumises au vote populaire.

L'immigration tunisienne dans le monde est attentive à ce qui se passe dans le pays. Elle s'est massivement mobilisée pour soutenir le processus de la Révolution. [...] Avec de nombreuses autres associations et collectifs nous avons pris l'initiative d'organiser les premières « Assises de l'immigration tunisienne en France et dans le monde » avec pour objectif la rédaction d'un cahier de doléances des migrantes et des migrants tunisiennes pour la défense de leurs intérêts [...]

\* Extraits de la déclaration de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Rives du 5 février 2011 (cf. [www.citoyensdesdeuxrives.eu/better](http://www.citoyensdesdeuxrives.eu/better))

